

Marseille, le 20 décembre 2018

Jean Marc COPPOLA

*Conseiller Municipal du 8^e secteur
Ancien Vice Président de la Région PACA*

COMMUNIQUE DE PRESSE

Débat sur le logement après la tragédie du 5 novembre 2018 : une minute de silence, une parodie de débat et tout continue comme avant.

Après le mépris de 23 ans de politique antisociale, au menu, ce fut déni et autosatisfaction de la part de la majorité municipale.

Contraint par le drame de la rue d'Aubagne avec 8 victimes, le Maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin ne pouvait pas échapper à un débat en préalable au Conseil municipal reporté de dix jours.

Malgré la mise en cause de sa politique libérale, le Maire s'est défaussé de toute responsabilité sur l'effondrement des immeubles, et, a soigneusement évité la principale responsabilité d'avoir mené depuis 1995 une politique de ségrégation sociale et territoriale pour recomposer la ville.

Si certaines propositions ont été prises en compte, comme la possibilité d'utiliser la réquisition de logement pour répondre aux besoins des familles évacuées, un plan d'éradication du logement indigne renvoyé à la Métropole, un accompagnement financier par la ville et l'interpellation des services de l'Etat, pour payer la taxe des enseignes et exonérer les habitants et les commerçants du quartier de Noailles des taxes d'habitation et foncières, tout reste flou et sans engagement financier concret sur le court terme comme dans la durée.

Rien non plus sur un espace citoyen pour un suivi régulier avec tous les acteurs concernés, particulièrement des associations, des collectifs, comme je l'ai demandé. Rien sur ma requête de retrait du rapport sur l'Arena au Parc Chanot d'un coût de plus de 200 M€, qui ne doit pas être prioritaire sur la question du logement insalubre.

Cette attitude me fait douter de la véritable volonté de mettre en œuvre des actions qui engageraient la Ville, l'Etat, et les autres collectivités sur la durée pour lutter efficacement contre le logement indigne, pour accompagner socialement toutes les victimes, et pour produire suffisamment de logements sociaux dans tous les arrondissements comme le prévoit la loi SRU.

Nous ne lâcherons rien jusqu'à un véritable changement de politique.

Nous ne lâcherons rien sur la transparence qu'attendent les Marseillais sur les choix politiques, sur les procédures et sur la gestion d'un certain nombre d'organismes liés à la Ville.

L'heure de vérité aura lieu en février lors des orientations budgétaires pour 2019.

En attendant les mobilisations citoyennes devront continuer de se faire entendre et respecter pour que leurs propositions légitimes dans l'urgence comme sur le long terme soient mises en œuvre.

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke with a vertical line intersecting it near the right end, and a small arrow-like flourish at the top of the vertical line.